



L'Unsa Ferroviaire durcira le conflit si la négociation n'aboutit pas

Actualites | No Comments, Marie-Noëlle Frison, le 25.04.2016

Marc Baucher

« Nous sommes presque arrivés au point de rupture »

L'Humanité.fr, le 26.04.2016

Par le Secrétaire général Unsa ferroviaire

«Le projet d'accord proposé par l'UTP est inacceptable. C'est une provocation. Ce texte est au même niveau que le décret-socle du gouvernement (lire ci-contre) et même, sur certains points, en deçà.

Aujourd'hui nous faisons passer un message fort : il y a une ligne à ne pas franchir. Les cheminots sont très remontés et ne sont pas prêts à se laisser faire. L'UTP et les entreprises qui la composent veulent faire de la productivité. C'est understandable. Mais on ne peut pas faire n'importe quoi avec une industrie lourde comme le ferroviaire où la sécurité est fondamentale.

L'UTP est sur une position très dogmatique, et le fait que toutes les organisations syndicales de la branche se retrouvent dans des revendications communes, malgré leurs divergences, est la preuve d'une tension extrême. Nous devons débloquer cette situation, car il s'agit là des intérêts de tous les salariés de la branche ferroviaire. Avec les autres organisations syndicales, nous travaillons à ce qui nous rassemble. Nous sommes en train d'écrire des pages d'histoire pour les décennies à venir et cela justifie que nous prenions le temps de le faire.

Maintenant, en face, il faut que les choses bougent et que l'UTP nous propose enfin des avancées importantes. Nous sommes presque arrivés à un point de rupture. Je pèse mes mots. Et si rien ne change rapidement, nous ne nous interdirons rien.

Aujourd'hui, c'est un nouveau coup de semonce. »

En pleine négociation d'un nouvel accord de branche, les syndicats de la SNCF ont lancé un appel à la grève pour le 26 avril 2016.

Un transilien sur deux, un TGV sur deux, 4 TER sur 10, 1 Intercités sur 3... Si les grèves se suivent et se ressemblent pour les usagers de la SNCF, il n'en va pas de même pour les organisations syndicales à l'origine de ces mouvements.

Pour l'Unsa Ferroviaire, comme pour les 3 autres fédérations majoritaires à la SNCF -CGT, Sud Rail et CFDT- la grève du 26 avril 2016 est bien celle qui pourrait mettre le feu aux poudres dans les semaines à venir, y compris pendant les festivités de l'Euro 2016.

« Les deux mois qui viennent sont historiques pour le ferroviaire français », a déclaré Roger Dillenseger, secrétaire général de l'Unsa Ferroviaire. La loi ferroviaire d'août 2014 impose en effet au secteur de négocier, avant le 30 juin 2016, un nouvel accord de branche relatif à l'organisation du travail.

Objectif de cette réforme : préparer l'ouverture à la concurrence [1] prévue à partir de 2020 pour les TER et en 2023 pour l'ensemble des lignes.

Le cycle de négociations a mal commencé

Dans le calendrier des négociations entre l'UTP (Union des Transports Publics) et les syndicats sur ce nouvel accord de branche, la date du 26 avril correspond à la deuxième Commission Mixte Paritaire Nationale (CMPN).

Ce cycle de négociations avait mal commencé : lors de la première CMPN des 12 et 13 avril 2016, les organisations syndicales n'avaient pas souhaité travailler sur le projet de texte d'accord de branche proposé par l'UTP et la séance avait été ajournée après l'irruption de manifestants de Sud-Rail dans la salle.

En appelant à la grève ce 26 avril 2016, les syndicats veulent donc, une nouvelle fois, manifester leur désaccord sur le texte proposé par l'UTP. « Le projet d'accord sur l'organisation du travail débattu à la Commission Paritaire Nationale des 12 et 13 avril 2016 est une réelle provocation de l'UTP (Union des Transports Publics) face aux partenaires sociaux.

Ce projet d'accord n'apporte aucune amélioration du décret socle proposé par le Ministère des Transports le 10 mars 2016. Voire il est plus défavorable sur certains points comme l'encadrement des repos double ou la modification de commande ! Ce projet d'accord introduit des contraintes nouvelles sans définir aucune compensation ! », indique l'Unsa Ferroviaire dans son préavis de grève.

Mouvements de grèves reconductibles

L'organisation syndicale, qui se présente pourtant comme réformiste, est déterminée à poursuivre le conflit si la situation n'évolue pas en sa faveur lors des prochains rendez-vous programmés les 4, 10 et 11 mai prochains avec la SNCF et avec l'UTP.

« On ira au bout du bout de la négociation mais si rien ne se passe après le 11 mai, on ne pourra pas éviter un conflit très dur », a annoncé Marc Baucher, secrétaire général de l'Unsa Ferroviaire, lors de la conférence de presse organisée par le syndicat ce 25 avril. « On n'envahira pas les commissions paritaires mais on n'exclut pas de recourir à des mouvements de grèves reconductibles », précise Laurent Fauviau, porte-parole de l'Unsa Cheminots.

Eviter le dumping social

Pour les syndicats et les 155 000 salariés du secteur ferroviaire en France (dont 150 000 pour la SNCF), l'enjeu est triple. Il s'agit d'une part de construire un cadre social de haut niveau dans l'intérêt de tous les salariés de la branche pour éviter ainsi le dumping social.

« Si demain, il y a concurrence, il faut que ce soit de la concurrence entre les entreprises mais en aucun cas entre les salariés des entreprises du secteur », explique Roger Dillenseger. Il y va aussi du maintien de la sécurité dans les trains et sur les lignes de chemin de fer. Enfin, pour Fanny Araf, membre du conseil d'administration de SNCF Réseau, il s'agit en somme de réfléchir à l'avenir du ferroviaire en France. « Quel type de transport ferroviaire veut-on ? Quelle est sa mission ? » □
